

# Enbatar

manif **Samedi**  
**anti-LGV**

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
25 octobre 2012  
n° 2250  
1,30 €

**Parlement  
de Gasteiz  
2/3 d'abertzale**

**URKULLU  
LEHENDAKARI**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006

EAJ  PNV



# Sublimar sa victoire

**P**REMIÈRE élection législative “normale”, dimanche dernier 21 octobre dans la Communauté autonome d’Euskadi: pas de lutte armée et participation de toutes les tendances politiques. Un an à peine après l’arrêt définitif des actions d’ETA, le Pays Basque a immédiatement renoué avec la vie démocratique européenne pour affirmer à la face du monde son destin singulier. Oui, deux tiers des électeurs d’Euskadi se reconnaissent dans l’abertzalisme du PNV ou de Bildu. Oui, les forces espagnolistes sont ultra-minoritaires ce qui, à l’instar de la Catalogne qui votera à son tour le mois prochain, met en question, de manière pacifique, l’unité de l’Espagne. C’est d’abord cette image-là qui interpelle toutes les capitales et l’Union européenne elle-même. Certes on peut pour se donner bonne conscience, faire de la crise économique et monétaire le révélateur, le facilitateur, de cet irrédentisme venu pourtant de l’histoire. Mais on doit aussi reconnaître qu’en construisant l’Europe du droit communautaire et des solidarités on entamait peu à peu la souveraineté absolue de l’Etat-nation qui avait pour mission de gommer les patries historiques. Dès la naissance d’*Enbata* nous décelions ce double mouvement de dépérissement de l’Etat qui fondait notre doctrine, perte de souveraineté par le haut au profit du supranational européen et “régionalisation” par le bas pour une démocratie de proximité. C’est en cela que le mouvement abertzale est dans le vent de l’histoire. Ce n’est pas la résurgence des minorités nationales qui menace la construction européenne et le vouloir vivre ensemble dans notre civilisation continentale, mais bien les tentations hégémoniques, souvent impériales des Etats-nations.

Cette évolution de la géopolitique que nous pressentions dès le début de l’abertzalisme en Iparralde, prend aujourd’hui forme.

Les élections autonomiques de dimanche en Hegoalde enfin issues d’un contexte apaisé en apportent le dernier témoignage. C’est en cela aussi qu’elles sont historiques. Mais pour être à la hauteur de cette ambition il leur faut à présent ouvrir la voie à la réconciliation profonde de la société basque traumatisée par des décennies de souffrances partagées par chaque camp. Forts de leur large majorité les deux familles abertzale, au-delà de la nécessaire gestion du quotidien qu’on peut naïvement espérer voir mener ensemble, il nous faut refermer la crise la plus douloureuse et dévastatrice creusée par de longues séquences de violence et de haine, de la guerre civile à l’insurrection d’ETA. Aller bien au-delà des proclamations de pardons vers un geste exceptionnel tel que Nelson Mandela a su l’accomplir dans l’Afrique du Sud de l’apartheid. Cette gageure réussie dans une société multiraciale, rongée par des colonialismes successifs aux inégalités sociales poussées jusqu’à la caricature, demeure une démarche certes courageuse mais bien plus aisée dans notre coin hautement civilisé et développé d’Europe. Voilà ce que pourrait être le nouveau combat humaniste de l’abertzalisme dans la normalité démocratique retrouvée. Faire de la réconciliation de nos familles et de nos cités la priorité de la vie publique. Cela sublimerait notre singularité. Et pourquoi ne pas commencer cette réconciliation nationale par la famille abertzale elle-même en transformant l’habituelle mais vaine addition de nos scores en coalition de gouvernement. Ne parlera-t-on pas ainsi plus efficacement à l’Espagne? Ne créera-t-on pas aussi des conditions favorables pour, le mois prochain, “jouer groupé” avec la Catalogne? Ne laissons pas notre belle démonstration électorale de dimanche se banaliser. Faisons en un déclic pour une aventure exceptionnelle capable de peser vraiment sur la vie publique.

## Garaipena(k) eta ardura(k)

**B**AKOTXARI berea. Iragan igandeko Euskal Autonomia Erkidegoko (EAE) hauteskundeak lehen irabazleak, argi ta garbi EAJ/PNV alderdia eta bere lehendakari Inigo Urkullu dira.

Geroari begirako desafioa haundia den heineko garaipena eta ardura eman dizkio EAeko jendarteak Urkulluri, krisi ekonomiko egoerari lehentasunez jarduteko, epe ertainera utziz (zoritarrez?) burujabetza arloan bultzatu beharreko urrats ausartak. Alabainan EAJren garaipenak aski argiki erakusten du zer den gauregungo EAeko gehiengo baten nahi eta behar premiatsuena: krisi egoeratik ahalik eta lasterren ateratzea, bigarren plano batera bezala utziz estatus politiko bati buruzko urrats eta akordio zabalak, eragile ezberdinen artean adostuak. Lan ildo horiek ahalik eta molde kontsentsualenean eta adostuan aintzina eramaiteko jendarteak konfiantza eman dio aspaldiko, betiko (?) eta higatzen ez den Europako alderdi zaharrenari. Emaitza bikain eta historiko hori lorturik, hea ba erronka zail horri aurre egingo dion EAJk?

«Bigarrena, galtzailetan lehena da beti» dio erran zaharrak. Hala ote da EH Bildurentzat? Agian erran zaharra gehiegikeria litzateke, baina egia ere hein batean. Hamai-ka urtez legezkanporatua, zokoratua eta Gasteizko parlamentutik kanpo egon ondoan, bigarren indar gisa itzultzea lorpen eder gisa ere ulertu eta onartu behar litzateke. Baina hauteskunde kanpainen zehar erakutsitako helburua

besterik zela ikusirik (EAJrekin berdinketa edota aintzina pasatzea), bigarren indar lortzeak exito erlatiboaren marka du. EAJren aldeko 100.000 bozkaren diferentziak, baita Amaier koalizioak baino 14.000 bozka guttiago lortu izanak, agintzen duen Donostian 3. indar bilakatzeak eta Gipuzkoan bere kudeaketagatik gisa hortan zigortua izaitzeak, gustu mingotsaren inpresioa areagotzen dute.

Interpretazio margenik ez dutenak haatik Patxi Lopez eta Antonio Basagoiti dira. EAE ez da gobernatzeko soilik aginduak Madrildik hartuz! Duela hiru urte izenpetu zuten paktu kontraturalagatik azkarki zigortuak izan dira herritarrengandik. Denbora luzea beharko dute biek molde batez edo bestez herritar bozemailen konfiantza berreskuratzeko.

Hauteskundeek beti bezala badute biharamun bat. Duda-rik gabe erran daiteke EAE bihurtzeko batean dagola eta Urkulluren ardura ez dela ttipia. Baina erran daiteke ere bigarren indarra den EH Bildurena ez dela ttipiagoa. Akordio zabalak, akordio eraginkor eta pragmatiko bezain ausarten aroa idekitzeko gai izango ote dira bi entitate abertzaleak? Beraien artean edota eskuak luzatuz PSEri?

Kartak banatu ta gero, EAJk 31 esku dauka baina partida bururatzeko laguna(k) bilatu beharrean dabil. Aurkituko ote ditu? Euskal Herriak (jaungoikoak eta lege zaharrak ere bai?) merezi du eta!



CETTE SEMAINE  
**TARTARO**  
S'EST ÉTONNÉ

# Lurrama 2012 mémorable

## ● Maryse cachenaute

**L**URRAMA 2012 restera sans aucun doute dans nos mémoires: plus que jamais fête de l'agriculture paysanne et durable avec un programme riche: vitrine des démarches de qualité avec un marché fermier fourni, gastronomie à l'honneur avec l'ensemble des repas qui a affiché complet! Mais c'est aussi un espace pédagogique (avec ses tables rondes, démonstrations, ateliers pédagogiques pour les enfants...).

### Pour une «Pac (Politique agricole commune) paysanne et citoyenne»

Tel était le thème de Lurrama 2012. En effet une nouvelle réforme de la PAC sera mise en place en 2014, mais le débat et les négociations entre Etats sont déjà amorcés depuis un moment. Le maintien de l'agriculture dans nos territoires dépend du choix des paysans sur leurs fermes (pour aller vers plus de qualité, d'autonomie, de respect de la nature...), de celui des consommateurs mais aussi de la politique agricole qui est mise en place. Jusqu'à aujourd'hui la PAC a favorisé les plus grandes exploitations en distribuant les aides à l'hectare. C'est ainsi que 80 % des aides sont perçues par 20 % des paysans, que certains grands céréaliers français nantis achètent des résidences secondaires ou des terres en Roumanie, tandis que d'autres n'atteignent pas le SMIC. C'est donc sur une plus juste répartition des aides que le ministre a en partie été interrogé lors de sa visite à Lurrama lorsque il a rejoint la tribune où se tenait la table ronde. Nous avons pris acte de sa volonté de maintenir le budget agricole, de répartir les aides plus équitablement (il réfléchit à une meilleure valorisation des premiers hectares avec un système de dégressivité), de ne pas oublier le soutien à l'élevage et la zone montagne, sans occulter cependant que tout ceci doit être négocié avec les autres Etats et au Parlement européen. Le ministre a pris également du temps pour rencontrer à l'issue de la table ronde des représentants d'ELB sur les dossiers agricoles locaux: pas de promesses mais des portes ont été ouvertes sur des pistes de réflexion; on verra si dans quelques mois des réalisations concrètes en découlent.

### «Le Larzac est une utopie... mais une utopie en marche depuis 30 ans!»

Au final, si je devais dire le sentiment que me laisse cette édition, je retiendrais essentiellement cette idée qui nous vient de nos amis Aveyronnais invités de Lurrama 2012, lors de la projection samedi après midi du film «*les brebis font de la résistance*», qui retrace à partir de témoignages divers la lutte pour reprendre à l'armée Française 8.000 hectares de terres à dans le Larzac; lutte mémorable des années 70. Ce terri-



toire du Larzac où la terre est gérée collectivement est le seul endroit de France où il y a plus de paysans maintenant que dans les années 70. Et un paysan de dire: «*Le Larzac est une utopie... mais une utopie en marche depuis 30 ans!*».

Ainsi, si le réalisme est de notre époque dans cette période difficile de crise au Pays Basque comme ailleurs, il n'empêche qu'ici aussi comme en Aveyron c'est l'utopie qui guide nos pas et nous fait construire chaque jour, dans différents domaines, des alternatives pour prendre notre destin en main.

## Réponse à Xipri

**E**ZTABAIDA amaitzeko...

Bi ohar Xipri:

Baisten dizut Eliza katolikoak sortu zuela ezkontza sakramendua. Lehen aldikotz Aita Saindua Lucien III.ak aldarrikatu zuen 1184an eta azkenean, Trento kontzilioak (1545ean hasi zen) behar-beharrezkotzat apezak eta lekukoak elizkizunean izan behar zirela.

Bestalde, oraikoa ere poligamia aski hedatua da; ez bakarrik islam lurretan (salbu Turkian 1926tik goiti eta Tunisian 1957tik goiti), Xinan (ohaide tradizioa —concubines— leku batzuetan berpizten ari da), Indietan, Afrikako leinu anitzetan... eta mendebaleko lurretan emigrazioen ondorioz. Attali idazleak dio mundu herenean poligamia hedatua dela. Ikusiz poligamia zenbat hedatua den, monogamia naturala delà erran daiteke?

Gabi Oyharzabal

●●● et attristé d'entendre les experts politiques, invités à commenter les résultats, bégayer ou massacrer l'euskara sur le plateau d'*ETB1* dimanche soir. PSOE et PP n'ont pas tout perdu!

●●● et réjoui d'entendre les militants du PNV scander «*independentzia*» pendant le discours de victoire de leur leader Urkullu à Sabin Etxea. Sabino a dû être heureux d'entendre son slogan fétiche résonner à nouveau dans sa maison.

●●● pas tant que ça des vaines tentatives de kidnapping du ministre Le Foll par les responsables de la FNSEA afin de ne laisser que des miettes à Lurrama. Oh qu'OGM ces gens-là!

●●● et réjoui de la remarquable prestation de Maryse Cachenaute, présidente de Lurrama, dans l'émission *Des Racines et Des Ailes* consacrée au Pays Basque. Une Maryse rayonnante sur le plateau... de fromages.

●●● et réjoui que les archéologues aient découvert des milliers d'outils préhistoriques au cours des fouilles du futur site des cliniques au Prissé. Espérons que les chirurgiens n'utilisent pas ces silex pour opérer.

**ABONNEZ-VOUS**

# Le Parlement de Gasteiz deux tiers abertzale

Premières élections législatives depuis l'arrêt des armes d'ETA et avec la participation de la gauche abertzale dans la coalition Bildu.

Le PNV, première force politique, sera en charge du futur gouvernement basque. Forte poussée de la gauche abertzale qui atteint son meilleur score.

Déroute des deux partis espagnolistes.



de députés, 16 au lieu de 25 en 2009 et 211.939 voix (19,13%) au lieu de 315.893 voix en 2009. Le Lehendakari sortant, Patxi Lopez, qui a gouverné les trois dernières années en minorité mais avec le soutien du PP, assume

## Les résultats comparés des élections du 2

Les pourcentages sont donnés par

	Araba												Bizkaia											
	Mai 2001			Avril 2005			Mars 2009			Octobre 2012			Mai 2001			Avril 2005			Mars 2009			Octobre 2012		
	Voix	%	Elus	Voix	%	Elus	Voix	%	Elus	Voix	%	Elus	Voix	%	Elus	Voix	%	Elus	Voix	%	Elus	Voix	%	
PNV-EA	64.832	33,37	9	51.601	30,60	8	45.600	30,34	8	40.018	25,88	7	333.945	43,25	12	264.774	40,88	11	240.015	41,53	12	229.569	38,4	
EA							5.267	3,50	1										16.801	2,91	0			
EH/BILDU	11.836	6,09	1	14.180	8,41	2				34.122	22,07	6	61.894	7,97	2	65.431	10,10	1				128.407	21	
Aralar				2.541	1,51	0	6.585	4,38	1							10.187	1,57	0	24.586	4,25	1			
IU	11.430	5,88	1	8.395	4,98	1	5.143	3,42	0	3.702	3,24	0	43.701	5,63	1	36.258	5,60	1	19.893	3,44	0	16.049	2,8	
PSOE	39.469	20,31	5	42.994	25,49	7	47.395	31,54	8	30.267	19,58	6	139.684	17,98	4	151.347	23,37	6	176.699	30,58	8	113.147	18,8	
PP	62.737	32,29	9	43.765	25,95	7	32.112	21,37	6	29.303	18,95	6	181.404	23,35	6	113.867	17,58	5	81.015	14,02	4	70.444	11,8	
UA				3.740	2,22	0										259	0,04	0						
UPD							5.974	3,97	1	5.435	4,52	1							10.801	1,87	0	10.916	1,8	

UNE élection législative dans la Communauté autonome d'Euskadi est toujours importante. Dimanche dernier 21 octobre, elle revêtait une signification supplémentaire car elle se déroulait pour la première fois hors de la violence, un an après l'arrêt de la lutte armée d'ETA, et que les forces politiques de la gauche abertzale pouvaient enfin y concourir. Rappelons-nous que l'assemblée sortante de Gasteiz était anormale puisque ces forces-là en étaient exclues, faussant grandement la représentation réelle des autres partis en présence, aujourd'hui ramenés à leur poids véritable. Ainsi, même le PNV, sorti grand vainqueur de ce dernier scrutin, perd trois sièges de députés et 16.841 voix et que le PSOE, qui a gouverné seul ces dernières années, passe lui de 25 députés à 16 et subit une lourde hémorragie de 106.173 voix. Il est vrai aussi qu'il paye, comme le Parti Populaire (PP), l'autre parti espagnoliste, le prix de la grave crise économique de l'Espagne.

\*\*\*

Le PNV, le Parti nationaliste basque arrive largement en tête sur l'ensemble de la Communauté autonome (CAV) avec 27 députés et

38,56% des suffrages. Il est le premier non seulement dans son fief traditionnel de Biscaye avec 58,43% des voix mais aussi en Alaba pourtant terre de mission avec 35,88% des voix. Il frise aussi, à 482 voix près, la première place en Gipuzkoa, pourtant fief récemment conquis par Bildu, avec 32,04% des voix contre 32,19% à la coalition de la gauche abertzale.

EH Bildu fait une entrée spectaculaire dans le panorama de la CAV. Il arrive en seconde position avec 276.989 voix, soit 25,00% des suffrages. Second aussi en Alaba, dans une province traditionnellement favorable aux partis espagnolistes, avec 34.122 voix (22,07%). La coalition de la gauche abertzale tient largement sa place dans la province la plus peuplée de Bizkaia avec 128.407 voix (21,49%). Il conserve de justesse son premier rang en Gipuzkoa qu'il gouverne depuis les élections à la députation de mai 2011, avec 114.460 voix (32,19%). Signalons aussi qu'EH Bildu n'arrive qu'en troisième position dans la capitale Saint-Sébastien, dont il dirige la mairie depuis l'an dernier, avec 22,31% des voix contre 29,61% au PNV et 22,74% au PSOE.

Le PSOE est lui en pleine déroute en sièges

un mauvais bilan économique entraîné par la crise espagnole qui a été relativement amortie grâce à l'autonomie fiscale des provinces basques qui lèvent directement la totalité de l'impôt.

Le PP est en déroute. Déjà peu représentatif en 2009 avec 13 députés, il tombe à 10 élus, ce qui l'exclut de toute possibilité de coalition gouvernementale puisque la majorité du parlement de Gasteiz est de 38 sièges. Ceci n'est pas pour redorer l'image du gouvernement espagnol et de son chef Mariano Rajoy.

### Le nouveau panorama

Plus de 1,7 million d'électeurs étaient appelés aux urnes dimanche dernier pour élire les 75 députés au parlement autonome de Gasteiz. La participation n'a baissé que de 0,5% par rapport à 2009 pour atteindre 57,73%. Aucun parti n'ayant la majorité, comment peut donc se constituer le prochain gouvernement basque? Une seule certitude, c'est le PNV qui détient les clefs du futur exécutif et son leader Iñigo Urkullu sera, quel que soit les cas de figures, le prochain Lehendakari. Dès le lendemain des élections, la ronde des négociations s'est ouverte. S'offrent au PNV trois possibilités:

2012KO URRIAREN 25EAN

RENAUD VIVIEN, JURISTE ET MEMBRE DU COMITE POUR L'ANNULATION DE LA DETTE DU TIERS-MONDE (CADTM.ORG)

## Le droit de désobéir aux créanciers



Renaud Vivien, juriste et membre du CADTM, interviewé par Vivé (l'école de la vidéo) au 2<sup>ème</sup> Forum de la Désobéissance co-organisé par la Ville de Grigny (Rhône) et *Le Sarkophage / La Vie est à nous !* (dont Paul Aries est le Rédacteur en Chef)

Extraits issus de l'intervention de Renaud Vivien (CADTM) au 2<sup>ème</sup> Forum sur la désobéissance, le 29 septembre à Grigny (Rhône).

Selon l'idéologie dominante, les gouvernements n'ont pas le choix : ils doivent rembourser toutes les dettes publiques et appliquer des mesures d'austérité anti-sociales afin de dégager les ressources nécessaires à leur remboursement.

Pour l'affirmer, les défenseurs de cette idéologie se réfèrent notamment au droit international en invoquant le principe '*pacta sunt servanda*' qui signifie que les conventions doivent être respectées.

Or, ce principe n'est pas absolu et ne vaut que pour «des dettes contractées dans l'intérêt général de la collectivité». C'est aussi le sens de la doctrine de la dette odieuse selon laquelle '*les dettes d'États doivent être contractées et les fonds qui en proviennent utilisés pour les besoins et les intérêts de l'État*'.

### Pas d'obligation inconditionnelle

Il n'existe donc pas d'obligation inconditionnelle de rembourser les dettes publiques comme l'a justement rappelé la CNUCED dans un rapport de 2010 consacré à la dette odieuse.

Plusieurs États ont d'ailleurs refusé d'assumer le paiement de certaines dettes publiques. Ce rapport souligne aussi que le principe '*pacta sunt servanda*' est limité par des considérations d'équité comme l'illégalité, la fraude, la mauvaise foi, l'incompétence du signataire, l'abus de droit, etc.

▼  
"Ez da baldintzarik gabeko behartzerik zor publikoa itzultzera behartzeko!"

### Désobéir aux créanciers : possible et légal !

Autrement dit, le respect des accords conclus avec les créanciers dépend de ces différents éléments. Pour vérifier la validité de ces accords, l'audit de la dette s'avère nécessaire. Désobéir aux créanciers est donc tout à fait possible et légal.

Nous donnons ici quelques arguments juridiques permettant à un gouvernement de suspendre unilatéralement le remboursement des dettes publiques, de répudier certaines d'entre elles et de rejeter les politiques d'austérité.

### Quelques arguments juridiques pour suspendre le paiement de la dette et l'application des plans d'austérité

La situation d'urgence sociale et environnementale impose aux États de faire des choix radicaux afin d'améliorer les conditions de vie des populations et de préserver l'environnement.



Renaud Vivien

Ces choix en faveur des populations sont facilités par le droit international en vertu duquel le respect et la protection des droits humains, tels qu'ils sont reconnus universellement par les différentes conventions internationales, priment sur les autres engagements comme le remboursement des dettes et l'application des programmes d'austérité.

### Charte de l'ONU

L'article 103 de la Charte de l'ONU, à laquelle les États membres des Nations unies doivent impérativement adhérer, est sans ambiguïté : «*En cas de conflit entre les obligations des Membres des Nations Unies en vertu de la présente Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront.*»

Parmi les obligations contenues dans cette Charte, on trouve notamment, aux articles 55 et 56, «*le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social (...), le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.*»

Cette Charte consacre également le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (article 1-2) et la coopération internationale pour le développement des peuples (article 1-3). Un gouvernement qui en a la volonté politique peut donc légalement suspendre le paiement de sa dette et refuser l'application des mesures d'austérité qui portent atteinte aux droits économiques, sociaux et culturels de sa population et hypothèquent sa souveraineté.

### Convention de Vienne

Les gouvernements peuvent également invoquer l'état de nécessité et le changement fondamental de circonstances pour stopper unilatéralement le paiement de leurs dettes. Ces dispositions juridiques sont inscrites dans la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités et dans de nombreuses législations nationales, principalement en matière de contrat.

Ces normes font également partie du droit coutumier international et, en tant que telles, elles s'imposent à tous les débiteurs et créanciers, sans qu'il soit nécessaire de prouver leur consentement à y être liés et l'illégalité de la dette.

L'état de nécessité correspond à une situation de danger pour l'existence de l'État, pour sa survie politique ou sa survie économique, comme une instabilité sociale grave ou l'impossibilité de satisfaire les besoins de la population (santé, éducation, etc).

Nombreux sont les pays du Sud et d'Europe - on pense aux pays passés sous la tutelle la Troïka et notamment à la Grèce qui subit une crise économique, sociale et sanitaire - qui pourraient invoquer cet argument pour désobéir aux créanciers.

▼  
"Estatuer dirua prestatzen duten instituzioek, tasak goititzen dituzte zorraren ezin ordaintzeaz beren burua babesteko!"

### "Il y a des limites à ce qu'on peut raisonnablement attendre d'un Etat"

Comme le souligne la Commission du droit international de l'ONU : «*On ne peut attendre d'un État qu'il ferme ses écoles et ses universités et ses tribunaux, qu'il abandonne les services publics de telle sorte qu'il livre sa communauté au chaos et à l'anarchie simplement pour ainsi disposer de l'argent pour rembourser ses créanciers étrangers ou nationaux. Il y a des limites à ce qu'on peut raisonnablement attendre d'un État, de la même façon que pour un individu...*».

Le changement fondamental de circonstances se matérialise dans la clause '*rebus sic stantibus*' (les choses doivent demeurer en l'état - le même état qu'au moment de la signature du contrat). Son application a pour conséquence de délier les parties de toute obligation contenue dans le contrat en cas de changement profond des circonstances, comme c'est le cas avec la crise des dettes souveraines en Europe.

Soulignons que le dernier rapport de l'Expert indépendant des Nations-unies sur la dette extérieure affirme qu'un '*changement de circonstances échappant au contrôle de l'État emprunteur*' est de nature à justifier un moratoire sur la dette.

### Changement fondamental de circonstance

Ainsi les soulèvements populaires de 2011 en Afrique du Nord peuvent pleinement justifier une suspension du remboursement de la dette de ces États et de l'application des programmes conclus avec les bailleurs de fonds étrangers (Banque mondiale, FMI, Union européenne, etc).

On peut également considérer qu'en Europe, les pays actuellement confrontés à des hausses des taux d'intérêt exigés par les investisseurs institutionnels (les zinzins) sont face à un changement fondamental de circonstances justifiant un moratoire sur leur dette.

Notons que si les zinzins demandent des intérêts majorés, c'est qu'ils anticipent des défauts de paiement et/ou des annulations de dettes.

Une suspension du remboursement de la dette (avec gel des intérêts) décidée unilatéralement par ces pays fait donc partie des risques pris en toute conscience par les créanciers. (...)



## JAO: Jan Arazteko Organismoak?

Teukzomen

2012, ta zientziak gaurregun darrai aitzina  
Caen-eko Docteur Seralini ta langile ekipa fina,  
Iraila huntan ikerketa bat dute artoski egina  
Berriz plazara ekarri dute JAOen gai bukazina.

Laboratorioan garratoin zunbait harturik esperientziagai JAO artoa jaten pasatu dituzte bi urte orai.  
Ondotik nola diren gaixoak dizuet esplikatu nahi:  
Batzu bizirik, minbiziarekin, ta ainitz hilak ere bai!

Argazki batzu mundu osora hedatuak prentsaren bidez Gorputza bete baitzaie ping-pong bola neurriko tumorez. Garratoin hoiien bizia ezin dugu ikusi umorez;  
Kasik beso bat atera zaie heien buruaren ordezt!

2 urte luzez liseriturik NK, Roundup ta BT. Garratoin askok bukatu dute minbizi gogorren menpe. Kasik sorpresa bat ez dela hau agerian utz daiteke;  
Aitzin estudio luzeenek iraun zuten 3 hilabete...

Estudioa dudan emana izan da dagoeneko Mila kritika baziren prentsan doi-doi agertu zeneko. Minbizia al dute emaiten? Onak al dira jateko? Diru sobera bada jokoan egiaren jakiteko.

JAOen gaian nahi badugu net errealistak izan Biziz Europan, Afrikan, Asian ta bestenaz Amerikan. JAOak bada 15 urte direla gure azietan Gu esperientzi handi bat gira, garratoin horien gisan.

Jitez aldatu organismoekin zenbat duda zenbat kezka Deus ez da argi jadanik egin arren mila ikerketa. Aski mintzatu, goazen denak igitai ta segen xeka!  
JAO guziak desagertzeko beste manerarik ezta!

## FÉMINISME ET AUDIT DE LA DETTE

<http://femmeseneurope.eu>



# Marche européenne

## Pour une vie digne et durable

*«Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme»*

Durant deux semaines, du 22 octobre au 8 novembre 2012, des militantes féministes du Portugal, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Angleterre, de Hongrie, etc. sillonneront les routes françaises pour réaliser une série de conférences et de rencontres publiques sur le thème «*Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme*». Cette tournée réalisée avec l'aide des collectifs pour un audit citoyen (CAC) visitera pas moins de 9 villes en France ainsi que Genève. (...)

**Cette tournée, une étape originale dans la contre-offensive féministe au système «dette-austérité»**

La dette et les mesures d'austérité imposées par la Troïka aux peuples d'Europe ne sont nullement neutres du point de vue du genre. Partout en Europe, les femmes paient le prix le plus élevé de l'austérité, partout, elles en sont frappées en toute priorité dans tous les aspects de leur vie. Ce n'est dès lors nullement un euphémisme de déclarer que l'illégitimité de la dette est encore plus criante lorsqu'on est une femme ! Si elles ne perdent pas leur emploi suite aux baisses d'effectifs, voire aux licenciements massifs opérés dans les services publics, elles voient leurs salaires comme leurs retraites ou allocations sociales diminuées. (...)

La destruction de l'État social, cible privilégiée de l'austérité néolibérale, impacte prioritairement les femmes. Désormais, c'est sur leurs épaules que reposent - via une augmentation de leur travail gratuit et invisible - les tâches de soins et de protection sociale délaissées par la fonction publique.

**Cette tournée, une initiative inédite née de la synthèse entre la dynamique de mobilisation citoyenne des CAC et une nouvelle forme de militantisme féministe**

La conception puis la concrétisation de cette tournée de militantes féministes européennes au sein des CAC de neuf villes françaises et de Genève est le résultat de la rencontre entre la détermination de militantes féministes de participer activement aux différents processus d'audit émergeant dans plusieurs pays européens et la volonté des membres des CAC d'intégrer la dimension féministe à leurs travaux et luttes.

Ainsi, non seulement, cette tournée permet à des dynamiques militantes jusqu'à parallèles de devenir complémentaires mais en outre, en créant à la base, au sein des CAC, durant ces conférences et rencontres, l'interconnexion entre les luttes des mouvements sociaux, des organisations syndicales et des associations féministes, elle favorise le renforcement du mouvement de masse de résistance active à la dette, à l'austérité et à l'application du Pacte budgétaire en Europe.

Au vu de ces potentialités, toute participation à la réussite de cette initiative consolidera la lutte solidaire de toutes les forces sociales contre le système néolibéral et ses conséquences socialement inacceptables et injustes.

**«La dette des gouvernements est envers les femmes et non les banques Nous marchons pour une vie digne et durable»**



# Co-voiturage : joindre l'écologique et le social

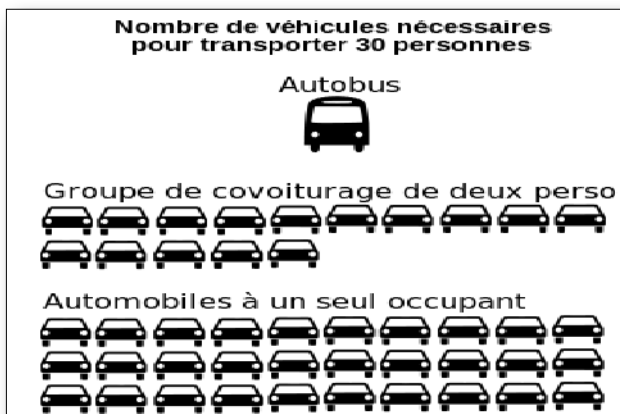
Le covoiturage est l'utilisation conjointe et organisée (à la différence de l'auto-stop) d'un véhicule, par un conducteur non professionnel et un ou plusieurs tiers passagers, dans le but d'effectuer un trajet commun.

Il procure des avantages individuels (économiser les dépenses de carburant et de maintenance, agrémenter les voyages, développer le lien social) et collectifs (augmenter le taux de remplissage des véhicules, diminuer les embouteillages, la pollution et les accidents de la route).

Il dépend de la motivation des particuliers et repose en grande partie sur un principe collaboratif d'auto-organisation mais peut être encouragé, co-organisé ou aidé par des collectivités ou entreprises qui y trouvent divers bénéfices.

## Le principe

À la différence du bus ou taxi où le passager choisit la destination, en covoiturage, c'est le conducteur qui offre de partager son véhicule, éventuellement gratuitement et fixe le trajet. Un conducteur propose aux passagers de les transporter dans sa voiture pour un trajet (ou une portion de trajet) qu'il doit lui-même effectuer, et donc à la date et à l'heure qu'il a décidées.



**Manif anti-LGV du 27 octobre Bayonne**  
 Contre la saturation des voies (routières) actuelles, pour faire des économies et pour lutter contre le basculement climatique

**co-voiturons !**

Samedi 27 octobre pour aller à la manif anti-LGV de Bayonne (15h00 salle Lauga)

si vous n'êtes pas desservi par un train ou un bus **co-voiturez** en vous inscrivant par le lien suivant [www.ingowiz.com/carte.php?m=opt-1508](http://www.ingowiz.com/carte.php?m=opt-1508)

**tous n'avons pas besoin de voie nouvelle LGV mais de + de bus de trains de proximité !**

(info@bizmag.eu www.bizmag.eu)

**AHT-rik EZ !**

A gauche, les effets du co-voiturage, et à droite, une occasion de co-voiturage à ne pas manquer

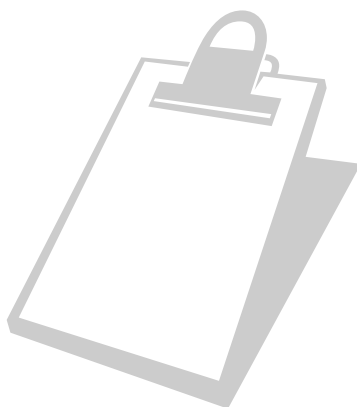
Généralement, le lieu de départ, déterminé à l'avance, est le même pour tout le monde. À l'arrivée, le conducteur dépose les passagers là où lui-même s'arrête, ou bien à l'endroit que chacun souhaite, en évitant de faire un grand détour. Il peut alors laisser ses passagers par exemple à proximité d'un transport en commun ou bien là où un membre de la famille ou un ami pourront les prendre en charge.

Le conducteur peut demander à ce qu'un des passagers le remplace au volant afin qu'il puisse se reposer un peu.

Le partage des frais est laissé à l'appréciation du conducteur. La formule la plus classique consiste à diviser le coût du carburant et des péages par le nombre de personnes. Les frais généraux tels que ceux d'entretien ou d'assurance peuvent être inclus dans le calcul du coût du trajet.

Le conducteur est tenu de ne pas faire de bénéfice, en particulier pour ne pas enfreindre la loi. Certains demandent cependant une participation forfaitaire quel que soit le nombre de passagers.

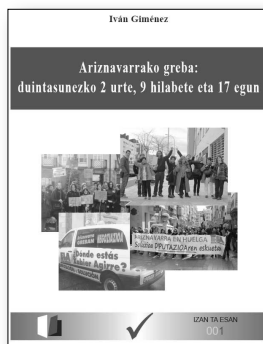
## Publication de la Fondation



Alda!ren bloga : [www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

### Ezerezetik duintasunerako bidea

"Hain dira txarrak gure lan-kondizioak, ezen zer galdurik ez baitugu" (2002an esana) "Soldata eta lan-kondizio duinak ditugu; inork ez gaitu menderatuko. Are garrantzitsuagoa: eredu insolidario eta pribatizatzaile baten hedapena gerarazi egin dugu"(2010eko abenduan esana)



Zortzi urteko aldea dago bi esaldi horien artean. Denborak ez ezik, ordea, beste zerbaitek ere bereizten ditu: egoera aldarazi zuen borroka batek; katearen mailarik ahulena indartu zuen borroka batek (hilean 590 euro irabazten zituzten ehun bat emakume ziren, interes desberdinak zituztenak, eta beren buruan konfiantza handirik ez), elkartasun-, kemen- eta erresistentzia-uhin izugarri batean.

Ez Arabako Aldundiak, ez Ariznavarrako egoitza geriatrikoko (Gasteiz) zuzendari-tzak, ez Mapfrek (enpresa erraldoia) ezin izan ditu menderatu emakumeok.

Fundazioko egoitzan eskuragarri edo hemen [www.mrafundazioa.org/eu/dokumentazio-zentrua/izan-ta-esan](http://www.mrafundazioa.org/eu/dokumentazio-zentrua/izan-ta-esan)



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
 20, Cordeliers karriza  
 64100 BAIONA  
 ☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
 Dani Gomez  
**Ipar Euskal Herriko arduraduna**  
 Txetx Etcheverry  
**Alda!ren koordinatzailea**  
 Xabier Harlouchet





# Lurrama

*Le succès du salon de l'agriculture paysanne et durable ne se dément pas. Des milliers de visiteurs ravis, un ministre de la république venu apporter sa caution, un préfet forcé de l'accompagner, que du bonheur pour les responsables de Lurrama et d'Ehlg. Les temps changent.*

**C'**EST peu dire que Lurrama, le salon de l'agriculture paysanne et durable du Pays Basque, a trouvé son public. La 7<sup>ème</sup> édition qui s'est déroulée à la Halle d'Irati à Biarritz l'a confirmé. Le pari d'Ehlg d'amener la campagne basque à la ville est gagné. Une foule considérable de tous âges, notamment de très nombreux jeunes parents avec leurs enfants, est venue découvrir les productions de l'agriculture familiale du Pays Basque, le week-end dernier.

Le transfert du salon, l'an passé, de Bayonne à la Négresse aurait pu entraîner une désaffection du public. Il n'en avait rien été, bien au contraire. Le succès de l'édition de cette année a conforté les organisateurs dans la pertinence de leur choix. Le salon a pris ses aises dans cet immense espace couvert qui permet de concentrer dans un même lieu les expositions animales, les stands des producteurs, les repas du midi et du soir, les bars, les conférences et les débats, les projections des documentaires, les animations pédagogiques ou encore les jeux pour enfants. Le temps pluvieux, qui ressemblait comme des myriades de gouttes d'eau à celui de l'année dernière, loin de rebuter le public a semblé, au contraire, drainer vers la Halle un nombre considérable

de familles trop heureuses de partager, au sec et au chaud, d'agréables moments de convivialité. 2.000 enfants des écoles avaient ouvert la voie pour participer aux ateliers pédagogiques du vendredi.

On comprend la satisfaction de Didier Borotra au moment des discours inauguraux, se félicitant de mettre la Halle à la disposition de Lurrama. A la notable exception de Herri Urrats, aucun autre événement n'attire en effet autant de visiteurs en Iparralde. Il faut rendre hommage aux centaines de bénévoles fidèles et désintéressés qui, année après année, assurent le bon déroulement de la manifestation.

Le succès populaire s'est doublé, cette année, d'un retentissant succès politique pour les tenants de la reconnaissance de la spécificité de l'agriculture familiale basque. Par sa visite de vendredi, Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, a posé un acte politique fort. Certes son discours sur les négociations en vue de la nouvelle PAC — thème choisi pour la 7<sup>ème</sup> édition de Lurrama — a semblé convenu aux participants (peut-il en être autrement de la part d'un ministre dans l'exercice de ses fonctions?). Il n'empêche qu'après des années de harcèlement, de mensonges, de vrais et faux procès du gouvernement à l'encontre d'Ehlg, la venue du

**“Le succès de l'édition de cette année a conforté les organisateurs dans la pertinence de leur choix. Le salon a pris ses aises dans cet immense espace couvert qui permet de concentrer dans un même lieu toutes les manifestations.”**

ministre marque un tournant. Personne ne s'attendait à ce qu'il annonce la création d'une chambre d'agriculture du Pays Basque, ni même qu'il tresse des lauriers à ELB et Ehlg pour le travail exemplaire accompli en faveur des petits paysans basques et le maintien d'une agriculture diversifiée plus respectueuse de la nature et des consommateurs. Mais, même si M. Le Foll n'a pas participé, comme il était initialement prévu, à la très intéressante table ronde sur la future PAC qui a réuni l'eurodéputé José Bové, Aurélie Trouvé chercheuse en agronomie, vice-présidente d'Attac et marraine de Lurrama cette année, autour de Mixel Berhocoïrigoïn, président d'Ehlg et Maryse Cachenaout, présidente de Lurrama, sa présence au salon vaut tout de même caution. Et les (ir)responsables locaux de la FNSEA, bien secondés par le digne successeur du préfet Rey, l'ont bien compris, qui ont tenté de kidnapper le ministre pour la journée afin de réduire l'impact de sa visite à Lurrama. On les comprend. La très remarquée participation de Maryse Cachenaout à l'émission des Racines et des Ailes, mercredi sur France 3, et la présence du ministre à Lurrama le surlendemain, constituaient un plat médiatique plus difficile à digérer encore que la nourriture industrielle, garantie OGM et pesticides, dont ils sont les ardents défenseurs.



Le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll avec Maryse Cachenaout et Michel Berhocoïrigoïn





## Preso

● **L'Europe condamne l'Espagne.** Près de dix ans après la fermeture illégale du quotidien *Egin* par le juge Baltazar Garzon, un jugement "collatéral" de l'Europe vient frapper l'Espagne. Le directeur d'*Egin*, Martxo Otamendi, avait porté plainte pour tortures lors de sa détention. La Cour européenne des Droits de l'homme de Strasbourg, finalement saisie, a condamné le 16 octobre l'Espagne, à lui verser 20.000 euros de dommages-intérêts.

● **Arrestation.** Les MAE contre les militants basques fonctionnent aussi dans le sens France-Espagne: Iñaki Perez Aranburu a été interpellé le 19 octobre à Irun, sur MAE français. Condamné pour faits de *kale borroka* à trois ans de prison en France (appartenance à organisation terroriste), il était absent à son procès en 2000 et n'avait plus reparu.

● **Mort d'un réfu.** Fernando Javier Blanco est mort le 17 octobre à Cambo des suites d'une longue maladie. Hommage lui était rendu le 23 octobre au crématorium de Biarritz. Son frère Santo Blanco avait été abattu à Bayonne en 1984 par un commando du GAL.



Les animaux de la ferme à Lurrama



## Jean-Marc-en kronika



# Le BAB aux portes du Pays Basque : oui, mais, devant ou derrière ?

**A** LA fin de la seconde guerre mondiale, c'est l'euphorie. Et le début des trente glorieuses. Pour fêter ça, le coït repart de plus belle. C'est la génération du baby boom. Dès la fin des années 50, les immeubles poussent comme des cèpes à la mi-octobre. Surtout sur les hauteurs de Bayonne Nord où des populations hétéroclites émergent de toutes parts: il y avait là des pieds noirs virés d'un pays qu'ils pensaient être le leur. Des espagnols, des vrais. Des basques qui se faisaient traiter d'espagnols. Des portugais dont les enfants nous battaient allégrement aux billes. Des français, des vrais. Et des basques qui pensaient être de vrais français. Et puis il y avait aussi des fils de douaniers venus d'ailleurs, dont j'étais.

### «T'es con ou t'es basque?»

Les années 60 et 70 donc, ça pullulait de gamins. Pour s'occuper, on construisait des cabanes dans lesquelles on fumait des «Ariels» ou des «Boyards» qui nous faisaient tousser mais pas les pin-up en tenue légère scotchées sur les feuilles de palmiers. Parfois les prémisses aux bagarres à coups de cailloux entre les pré-boutonneux des bâtiments 1 et 2 contre les 3 et 4 débutaient par un «T'es con ou t'es basque?». Une seule réponse fusait: «Ni l'un, ni l'autre!». En fait, on avait déjà découvert le sens du mot pléonasme, sans en connaître son existence. Il ne fallait pas être basque. Ça craignait. En grandissant, une petite part d'entre nous, considérions finalement que «basque» ne rimait pas avec «flasque». Par je ne sais quel concours de circonstances, nous nous sommes déplacés en mobylette, un soir de l'année 1976, vers un kantaldi, salle Lauga, organisé par Eibat —le syndicat des étudiants de l'époque— où se produisait un chanteur barbu, pendant de Maxime Leforestier, mais dans sa version basque, devant

un énorme parterre de barbus. A la fin de son spectacle, la foule scandait quelque chose comme: «Hésté là! Hésté là!». Alors, nous aussi on criait: «Restez là! Restez là!». Ce n'est que deux ans plus tard, que je compris en cours de basque que le rappel dans les kantaldi se faisait aussi en basque.

### BAB mon amour

Aujourd'hui, près de 40 ans après, le BAB est encore plus cosmopolite. Les basques d'origine forment une minorité, même avec celles et ceux, venus d'ailleurs et tout aussi minoritaires, qui ont développé un sentiment d'appartenance à un territoire, voire, soyons fous, à un peuple. Si l'on devine une lente acceptation du fait basque qui progresse inexorablement, la situation linguistique du BAB est désespérante si l'on en croit la 4<sup>ème</sup> enquête sociolinguistique de 2006: 86 % de non bascophone (69 % en Iparralde). Au niveau électoral, même combat. Le mouvement abertzale pur sucre obtient 4.59 % aux cantonales de 2011 contre 6.10 % en 2004. Et 4.25 % aux législatives de 2012 contre 3.95 % en 2007 (cinq voix de plus). Ces quelques chiffres n'apportent-ils pas matière à réflexion? Surtout au moment où le mouvement abertzale de gauche, via l'association des élu(e)s Bil Gaiten, prend en charge la préparation globale des élections pour nos communes qui vivent des situations locales bien différentes? A Bayonne, il n'y a plus d'expression publique d'un groupe municipal abertzale depuis l'échec de 2008. Faire vivre un groupe durant une mandature étant particulièrement difficile, qui plus est sans élu(e). Avec d'autres, je pense qu'il est temps de poser sereinement le bilan d'une stratégie qui a atteint ses limites, de s'approprier le constat de la réalité sociologique de Bayonne (et du BAB) en organisant les conditions de la création d'une démarche ouverte, plurielle, progressiste et écologiste.



# Pastorale René Cassin

● Jean-Louis Davant

La pastorale de 2013, René Cassin, sera représentée à Chéraute / Sohüta par ses habitants, les dimanches 28 juillet et 4 août, en journée. J'ai eu l'honneur d'écrire cette pièce. «*René Cassin était-il Basque?*» C'est la première question que l'on me pose. En bon élève des jésuites, je réponds par cette autre question: Abraham était-il Basque? Et la plupart des saints, rois et empereurs célébrés par ce genre littéraire ne l'étaient pas davantage. René Cassin est, comme Abraham et quelques autres, un personnage universel. Il entre donc dans la longue tradition de la pastorale souletine: celle-ci a fait peu de place aux héros basques jusqu'à Etxahun-Iruri qui les mit en vogue. Le poète de Troisvilles consacra tout de même une de ses neuf pièces à la castillane Ximena. De plus Cassin, sans être euskaldun, a «*quelque chose de basque*» selon ses propres mots. Mais qui est-il?

Né à Bayonne en 1887, il est mort à Paris en 1976. Sa mère est bayonnaise, son père niçois.

Quand il a quatre ans, la famille s'installe à Nice, mais il passera souvent ses vacances à Bayonne, chez ses grands-parents, et se fera des amis au Pays Basque.

Après de brillantes études, couronnées par une licence d'histoire, puis le doctorat et l'agrégation de droit, il devient avocat et professeur de droit à l'université. C'est un homme de loi, un éminent juriste. Il a consacré sa vie à la défense de la personne humaine et

des droits humains. Pour lui la personne humaine est sacrée, au-dessus de tout, et la raison d'être des Etats est la protection de chaque personne et de ses droits.

De plus il a une formation d'officier de réserve, au service militaire il est sorti major de sa promotion, mais on a omis de le noter sur son livret militaire. Est-ce un pur oubli? Il est de famille juive... Il commence donc la guerre de 1914 comme simple soldat. Pour son courage à la bataille de la Marne, il est nommé caporal, puis il est grièvement blessé à Saint Mihiel. Réformé, il organise la principale association d'anciens combattants français. Avec Clémenceau il fait voter les premières lois en faveur des victimes de guerre: mutilés, veuves et orphelins. Il est le père des pupilles de la nation.

Après la guerre il organise des rencontres entre anciens combattants français et allemands pour asseoir la paix. Il représente la France à Genève à la Société des Nations, ancêtre de l'ONU. Mais patatras, en 1933 Hitler prend le pouvoir en Allemagne. Aussitôt, lors d'une réunion orageuse avec le ministre nazi Goebbels, Cassin sent venir à l'horizon la seconde guerre mondiale. Il demande au gouvernement français de réagir, avec celui de Grande Bretagne, tant que les Nazis n'ont que la petite armée de l'armistice, mais il n'est pas écouté.

Dès l'appel du 18 juin 1940 Cassin et sa femme (Simone Yzombard, de Marseille) rejoignent de Gaulle à Londres. Ils se sont mariés

“

**Homme de loi, éminent juriste, il a consacré sa vie à la défense de la personne humaine... La raison d'être des Etats est la protection de chaque personne.”**

en 1917, ils n'auront pas d'enfant, mais ils resteront unis jusqu'au décès de celle-ci en 1969. Pendant les quatre années de l'occupation, Cassin secondera le chef de la France Libre de façon aussi efficace que discrète: il sera constamment son bras droit, ou plutôt gauche, son chef de cabinet ou de gouvernement officieux.

En 1948 René Cassin est le principal rédacteur de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, avec l'appui d'Eléonor Roosevelt, veuve du président des Etats-Unis décédé en 1945 à la veille de la victoire. Après quelques corrections, son texte est adopté par l'ONU.

De famille israélite, mais de tradition laïque chez les hommes, plus religieuse chez les femmes, René Cassin ne pratiquait sans doute pas beaucoup, mais il était très attaché au message biblique de justice et de fraternité. Il a produit une version laïque du Décalogue, il ne s'en cache pas, et il l'a étendu à l'humanité, en mettant des droits en face des devoirs. Pour moi René Cassin est comme le Gandhi de l'Europe, avec moins de romantisme apparent, mais c'est nous qui lui donnerons à Chéraute, par le miracle de la pastorale, ce panache qu'il mérite bien.

## Sur votre agenda

Urria:

● **Samedi 27, 11h, BAIONA** (Place Lacarre). Baionan Kantuz.

● **Samedi 27, 15h, BAIONA** (départ de la salle Lauga). Manifestation contre la voie nouvelle LGV.



## 11 militants de Bizi interpellés à Pau

C E mardi 23 octobre à 10H30, 18 militant(e)s du mouvement altermondialiste basque Bizi! (Vivre! en langue basque) ont réalisé une action spectaculaire à Pau (64) pour dénoncer le financement par le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques du tronçon Tours-Bordeaux de la voie nouvelle LGV. 11 d'entre eux ont été interpellés puis relâchés et sont en ce moment même au commissariat de Pau.

Cette action intervient quelques jours avant une grande manifestation organisée ce samedi 27 octobre à 15h à Bayonne contre le projet de voie nouvelle LGV Bordeaux-Hendaye et pour la modernisation des voies existantes.

A 10h30, un premier activiste a grimpé sur un arbre faisant face au siège du Conseil général présidé par le socialiste Georges Labazée et y a déployé une banderole «*Non aux grands pro-*

*jets inutiles et imposés!*».

Pendant ce temps, un groupe de militants a réussi à parvenir sur les toits d'un des principaux bâtiments de l'institution Paloise et trois d'entre eux l'ont descendu en rappel.



Sur la façade de l'Hôtel du département

## Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**  
Le Parlement de Gasteiz, deux tiers abertzale ..... 4 et 9  
Lurrama ..... 10
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190